

# Arrestation des 49 militaires ivoiriens : Le Ministre Touréh prône l'apaisement

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 17 AOÛT 2022

# 1161

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Bréhima Kamena**

## Des logements sociaux en dehors de Bamako



**Alioune Tine Expert indépendant de l'ONU :**  
Vives préoccupations sur la situation  
sécuritaire et les droits humains



**Grâce présidentielle :** Les Chefs de transition  
militaire en ont-ils le pouvoir ?



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**16** août  
2022

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**812**

Nouveaux cas confirmés

**04**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**562 326** Vaccinations incomplètes

**1 545 888** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 249**

**Guéris**

**30 425**

**Décès**

**739**

dont 07 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.23



P.30



## / Une /

Bréhima Kamena : Des logements sociaux en dehors de Bamako

P.5

## / Brèves /

Mali : L'Allemagne suspend sa coopération militaire « jusqu'à nouvel ordre »  
 Benbereverif / faux : Aucun crash n'a eu lieu lors de la présentation des nouveaux  
 aéronefs de l'armée malienne!  
 Vie chère : Constat mitigé sur l'application des mesures annoncées par  
 le gouvernement  
 Mali : Ce que l'on sait de la nouvelle attaque sanglante, à Ménaka  
 Mali : Le gouvernement interdit la consommation de CHICHA  
 Mali : Les autorités de transition sollicitent 200 milliards de FCFA auprès des  
 investisseurs du marché financier de l'UMOA

P.12

P.12

P.13

P.13

P.14

P.14

## / Actualité /

Mali : Les violations des droits de l'homme "ont augmenté de façon spectaculaire"  
 Terrorisme, Russie, grogne générale : Un expert revient sur le désengagement français  
 au Mali  
 Le ministre de l'industrie et du commerce du mali : « Rien ne justifie cette flambée  
 du prix du sucre »  
 Arrestation des 49 militaires ivoiriens : Le Ministre Touréh prône l'apaisement  
 Alioune Tine Expert indépendant de l'ONU : Vives préoccupations sur la situation  
 sécuritaire et les droits humains

P.20

P.21

P.22

P.23

P.24

## / Politique /

Assemblée générale extraordinaire du CNPM : Tenue et adoptée sur fond de crise  
 encore...  
 Sénégal : Derrière la visite ce lundi au Mali du président Macky Sall, les bons offices  
 du chérif de Niourou, Cheikh Bouyé Hamallahou. Exclusif  
 Contrôle démocratique civil en matière de défense et sécurité : CRI 2002, un instrument  
 de veille citoyen

P.28

P.29

P.30

## / Culture & société /

Carnet de voyage dans la cité des balanzans : « Torse nu » en cette période  
 d'hivernage

P.31

## / International /

RCI : Des garde-côtes américains mènent des activités écologiques à Abidjan  
 Justice guinéenne : Le magistrat Mohamed Diawara suspendu par le ministre Charles  
 Wright  
 Grâce présidentielle : Les Chefs de transition militaire en ont-ils le pouvoir ?

P.32

P.33

P.34

## / Sport /

Sport pour la paix : Le football unit les jeunes d'Aguelhok et de Tessalit

P.35

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations**  
**(AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –  
 Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA,  
 Ibrahim Sanogo, Yama Diallo,  
 Malick wogo, Maffenin Diarra  
 Samba Moussa LY journaliste  
 correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Bréhima Kamena

# Des logements sociaux en dehors de Bamako

**L**n'est pas fréquent qu'un ministre soit félicité par des organisations de la société civile dont la vocation est de protéger les intérêts des usagers relevant de son département. C'est aujourd'hui le cas du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, Bréhima Kamena.

C'est ainsi que la Coalition pour la Défense du Droit au Logement, qui n'est pas habituellement accommodante avec ses ministres de

tutelle a publié le communiqué suivant « **La Coalition pour la Défense du Droit au Logement félicite le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population sous le leadership du Ministre Bréhima KAMENA pour la gestion efficace du secteur des logements sociaux depuis sa nomination. Après la publication de la liste des 1993 bénéficiaires des logements sociaux de la 2ème tranche, le Mi-**

nistre KAMENA a aussitôt dépêché des missions à Dioïla et Fana pour la publication des listes des bénéficiaires de ces localités dont les demandeurs attendaient depuis 2018. Actuellement, il a dépêché des missions à l'intérieur du Mali pour les cas de logements sociaux non-attribués en vue du lancement des travaux pour la publication des listes des bénéficiaires. Signé : La Coalition pour la Défense du Droit au Logement ».

Ainsi donc malgré l'embargo et les sanctions illégales, illégitimes, injustes et inhumaines qui avaient frappé notre pays et les restrictions budgétaires qui s'ensuivirent, le Mali en général, et le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, sous le leadership du Bréhima Kamena agissant sur instructions du Premier ministre et du président de la Transition Assimi Goïta, continuent à œuvrer pour le bien-être des populations maliennes.



C'est ainsi qu'après Bamako, les efforts, les esprits et surtout les espoirs sont désormais rivés sur Dioila, Fana ou encore Kayes dont les ressortissants pourraient bientôt obtenir des logements sociaux.

D'autres localités de l'intérieur sont évidemment concernées et les appels à candidature seront lancés au plus tard en septembre 2022. C'est dans ce cadre que depuis une semaine, des missions sillonnent le Mali profond.

L'objectif visé, au terme des attributions est zéro réclamation fondée comme ce fût à Bamako après la mise en place d'une nouvelle commission d'attribution qui a tiré tous les enseignements des contestations qui avaient été formulées.

Mais zéro réclamation fondée ne signifiera jamais zéro règlement de compte politique ou frustration comme cela a été récemment le cas avec des affirmations gratuites et sans preuve de personnages qui flirtent avec le ridicule. Comment en effet, peut-on être de bonne foi et soutenir que l'épouse du ministre Kamena a bénéficié d'un logement social alors que devant le Conseil National de Transition il a révélé, pièces à l'appui, l'identité complète, l'acte de naissance, le certificat de mariage de la dame bénéficiaire qui n'a absolument rien à voir avec son épouse ? Mieux, il a remis un dossier au CNT et invité les sceptiques à le consulter au niveau de l'Office Malien de l'Habitat (OMH) ou à son secrétariat. Qui dit

mieux?

La gestion efficace et vertueuse du secteur des Logements Sociaux du Mali est une évidence. Le nier serait tomber dans l'excès de subjectivité. Or, comme le dit cette citation de

Charles-Maurice de TALLEYRAND « **Tout ce qui est excessif est insignifiant** ». Et n'honore en rien leurs auteurs.

■ Karamoko B. Keita



## ■ Issa Kaba



L'enfant peulh tu as le micro :Y'a t'il la moindre étude sérieuse qui permet de dire que la chicha est en train de « ravager » la jeunesse malienne ? Combien de décès par an sont dûs à la chicha ? De combien de % sa consommation a fait augmenter les maladies pulmonaires chez les plus jeunes/ses consommateurs ? C'est facile de spéculer, c'est plus difficile de débattre des faits.

## ■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Au Nigeria, la Start-Up Pastel qui évolue sous les radars depuis plus d'un an, a annoncé le 15 Aout 2022 qu'elle a obtenu un fonds de 5,5 millions USD menée par la société panafricaine de capital-risque Tlcom Capital. Plusieurs sociétés de capital-risque ont également participé au tour de table notamment Global Founders Capital (GFC), Golden Palm Investments, DFS Labs, Ulu Ventures, et Plug and Play et Soma Cap.

## ■ Malick Konate



Mali-Côte d'Ivoire : deux peuples frères  
Sur invitation du Ministre de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'Administration, j'ai pris part ce matin, 16 août 2022, à la rencontre entre le chef du département et les responsables des médias élargie aux communicateurs traditionnels (Recotrade).  
L'objectif de cette rencontre était de chercher des voix et moyens sur la situation des 49 soldats ivoiriens arrêtés au Mali depuis plus d'un mois, précisément le 10 juillet 2022. Le Ministre a appelé et exhorté les hommes de médias à sensibiliser et à véhiculer des messages d'apaisement, de paix et de tolérance entre nos deux pays (Mali et Côte d'Ivoire). Selon lui, nous sommes des pays frères et cette situation ne doit pas engendrer de tension ou de conflit entre les deux peuples, qui entretiennent des relations séculaires, d'amitié et de fraternité.  
A notre tour, nous lui avons fait savoir qu'on jouera notre rôle tout en donnant et invitant nos concitoyens à bannir les mots de la haine et de la violence vis-à-vis de nos frères ivoiriens. La violence n'est la solution.  
On lui a demandé aussi d'interpeller les cyber-activistes / vlogueur communément appelé chez nous « vidéomans » qui se réclament soutiens de la transition de cesser de diffuser des messages de haine et de violence, car aucun blogueur en tout cas membre des deux organisations de blogueurs au Mali, aucun journaliste ne diffuse ces messages de propagande (haine et violence) pour attiser le feu.  
Nous appelons nos frères et sœurs ivoiriens surtout les blogueurs - journalistes - cyber activistes / vlogueur à faire autant pour apaiser

les tensions. Les deux autorités sont déjà en pourparlers afin de trouver une solution pacifique dans un bref délai.

Je conclus par dire qu'un ancien président du Mali avait dit lors du forum de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire que la catastrophe arrive vite quand on n'a pas le courage de se parler, d'échanger et de faire confiance à l'autre.

Laissons les autorités gérer cette affaire. C'est la voie la mieux indiquée.

Maliens et Ivoiriens sont tous africains. Et cela en dit tout.

CP : Alou Sissoko



## ■ Casimir Sangala



En raison du défi sécuritaire il convient de faire respecter l'interdiction de la mendicité.

Barkhane: les derniers soldats français de l'opération ont quitté le Mali. Elle aura coûté 58 vies et quelques 9 milliards d'euro.

## ■ Mali Actu



Le 22 juin dernier, Sadio Mané quittait Liverpool pour le Bayern Munich. Un mois plus tard, son meilleur ami annonçait son arrivée dans la réserve du club allemand. Réel choix au regard des qualités sportives et humaines de Désiré Segbé ou signature de complaisance, le recrutement de l'international béninois n'est pas passé inaperçu. Pour les rares personnes qui ont réellement pu côtoyer ce binôme très réservé,



## ■ Bijou Dicko



L'activiste Tahirou Bah vient d'être convoqué au camp 1 pour une affaire lui concernant. La nouvelle lui a été notifiée par un huissier. D'après nos informations le sieur Tahirou Bah est actuellement en déplacement sur Segou. Affaire à suivre. Mediatik TV



## ■ Minute.bf



Le joueur burkinabè prêté dans un autre club français la saison dernière en l'occurrence Troyes va transiter pour la cité phocéenne pour un nouveau prêt avec option d'achat à hauteur de 20 millions d'euros



## ■ Kassoum Thera



Un dépôt de munitions en Crimée (Russie) réduit en cendres par une attaque ukrainienne (source: responsables Russes)

## ■ Mamoutou Tangara



AFFAIRE DITE DES 49 MILLITAIRES IVOIRIENS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE AU MALI

Le ministre de la communication, de l'économie numérique et de la modernisation de l'administration était face aux responsables des médias et de RECOTRAD.

Le Mali est un pays de braves hommes dévoués pour le Mali et pour l'Afrique et le Mali ne fera jamais de guerre contre l'Afrique.

< Le Mali et la Côte d'Ivoire ont beaucoup de chose en commun, ils sont Unis et resteront Unis pour toujours >

#IVOIRIENS#

#MALIENS#

#POURLAPAIX#



## ■ Soumaïla Sagara



Le concours de recrutement de 150 gardiens de prison est relancé.

## ■ ROI 1212



J'ai appris avec une très grande tristesse le décès de ta mère et je partage sincèrement la douleur.

Je sais qu'elle t'était chère et ses deux dernières semaines, tu as tout fait et employé des moyens adéquats pour sa maladie mais hélas tout âme goûtera la mort, telle est la promesse de Dieu et nul n'échappera à cela. Cette action démontre ton caractère d'enfant béni et soucieux de ses parents.

Je pris le Dieu Omnipotent et l'Audient pour le repos éternel de l'âme de notre chère Maman, Puisse t'Il la pardonner et l'accueillir dans son Paradis.

Soit fort frerot, Dieu est avec les soumis et les patients



## ■ Emergencegn



Dans le souci de rendre le Port de Conakry plus moderne et compétitif en augmentant sa cadence de déchargement des marchandises, la société Alport Conakry, filiale du Groupe Albayrak a réceptionné ce lundi, 15 Août 2022, deux nouvelles grues de quais d'une capacité de levage de 150 tonnes chacune....



## ■ Ibrahim Ben



J'ai longuement échangé avec koro Tahirou Bah au téléphone ça ira inchallah

## ■ NIANG TV



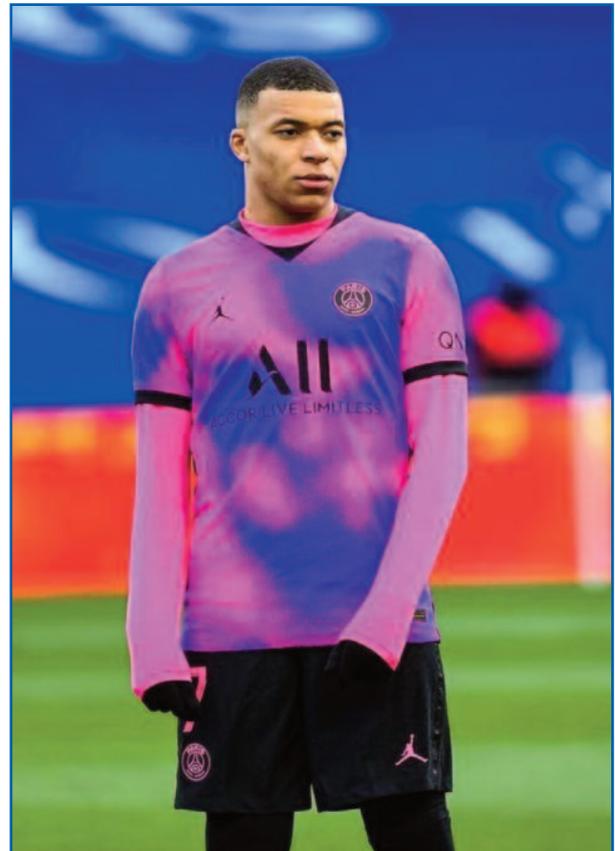
Le gouvernement du Mali interdit l'importation, la distribution et l'usage de la chicha sur toute l'étendue du territoire national. Que pensez-vous de cette décision ?

## ■ Èbène Sport



Urgent Kylian Mbappé et son clan estiment que des promesses ont été faites alors qu'il

était sur le départ pour le Real Madrid. Des promesses déjà pas forcément tenues aujourd'hui. Comme au niveau des pénaltys, du mercato, tout le monde au Paris Saint-Germain n'est pas ravi des pistes ouvertes et concrétisées !



## ■ Salihou Maïga



Cet appareil est un mirage 2000. C'est une marque française qui date de 1970, soit la même année que les Albatros russes reçus par les FAMa hier.

C'est avec 2 de ce mirage que Barkhane fait la navette entre le Tchad, le Mali, le Niger et le Burkina, empêchant l'armée malienne de circuler librement sur son propre territoire jusqu'à un certain temps. Comprenez maintenant cet acharnement



## ■ Jeune Afrique



Mobilisation financière, investissement dans l'énergie et les transports et prise en compte des besoins du marché national sont cruciaux pour créer de la valeur ajoutée localement dans les domaines minier et agricole, souligne Yves Jégourel, maître de conférences en économie. – Jeune Af...



## ■ Wassim Nasr



#Mali j'ai reçu des informations concordantes de sources locales au #Mali et au #Niger qui démontrent que le rayon d'action de l'EI #Sahel est sans précédent au #Ménaka, aux portes de la ville à ~18km et dans des localités auxquelles il n'avait pas accès auparavant

## ■ ASSADEK AG HAMAHADY



Aywa, on dirait que désormais c'est le Mali qui colonise la France. RFI publie maintenant en bambara  
@GoitaAssimi  
@Macky\_Sall



Mali: Macky Sall ni Assimi Goita ye kumajogonya ke bi Bamako

## ■ Amachagh



#Sahel Si au sud, le départ de #Barkhane est salué et célébré. Au nord, ce départ nous jette dans l'inconnu avec le spectre du retour en force des groupes armés terroristes comme en 2012.  
@ocisse691  
@Walid\_Leberbere  
@YGuichaoua  
@boubou\_le\_prof

## ■ Gouvernement du Mali



JEUX MILITAIRES INTERNATIONAUX D'ALGERIE 2022: le Mali compte ratisser large.

La 8ème édition du concours international des unités parachutistes se déroulera du 16 au 26 août 2022 à Blida en Algérie.

Une section du 33ème Régiment des Commandos Parachutistes, sous la conduite du chef de la délégation des FAMa, le Lieutenant-colonel Moustapha Sangaré, représente le Mali à cette 8ème édition des jeux militaires internationaux. La compétition comprend trois grandes catégories : les équipes qui participent aux étapes à pied et aux étapes à véhicule de combat (la plus importante), les équipes qui participent aux étapes à pied et les équipes du saut individuel de précision.

Seize pays prendront part à la présente édition : l'Algérie, la Biélorussie, le Burkina Faso, la Chine, le Congo, l'Inde, le Kirghizstan, le Mali, le Nicaragua, l'Ouzbékistan, la Russie, le Soudan, la Syrie, le Tadjikistan, le Viêtnam et le Venezuela. Toutes les équipes des pays participants ont eu droit à quelques séances d'entraînement dans les différentes disciplines concernées.

Il est à préciser que le Mali prend part, pour la première fois, avec l'effectif d'une section à cette compétition de haut niveau. Une rencontre qui permet de renforcer davantage les coopérations militaires et techniques entre les pays participants.

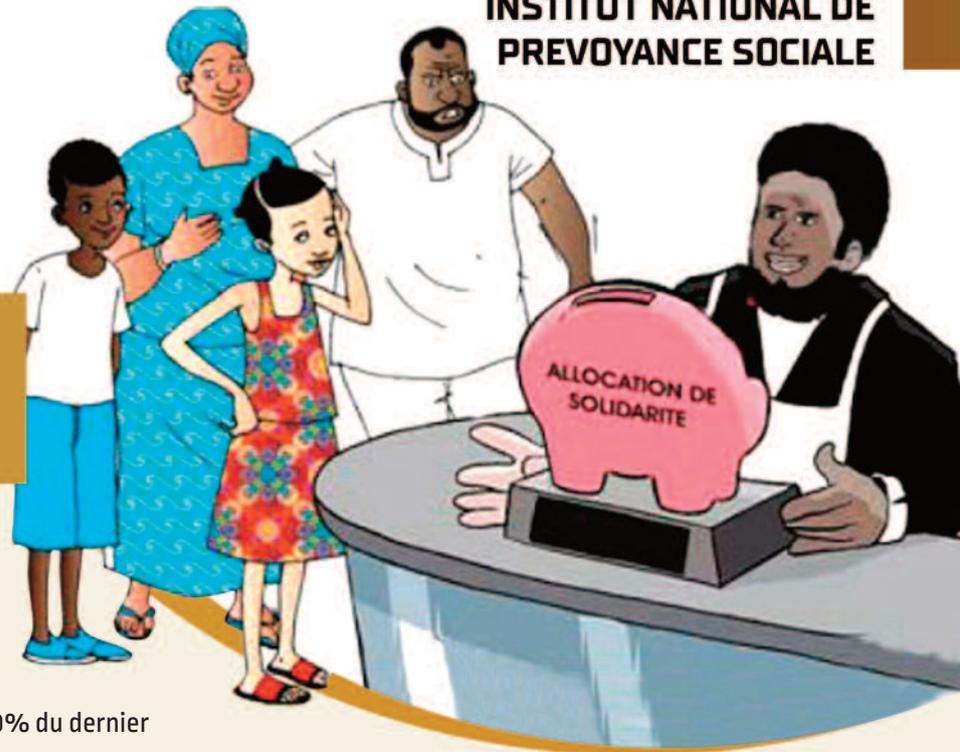
Selon le Lieutenant-colonel Moustapha Sangaré, après une semaine d'entraînement en Algérie dans les différentes disciplines, la section malienne est prête à concourir pendant cette 8ème édition des jeux militaires internationaux. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée ce lundi 15 août 2022, dans la matinée, en présence des différentes délégations des pays participants.

Nous y reviendrons avec d'autres détails à la fin de la compétition.



Photo DIRPA

# L'ALLOCATION DE SOLIDARITE



## Conditions d'ouverture du droit :

- Être Agé de 53 ans au moins,
- Avoir accompli au moins 6 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation,
- Ne pas disposer de ressources supérieures à 80% du dernier salaire perçu,
- Introduire la demande à l'INPS dans un délai de deux (2) ans à compter de la cessation d'activité.

## Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable   Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande d'Allocation de Solidarité	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur. éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait mois de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur / Salarié	L'employeur (quelques bulletins de salaire)
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale

## Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de solidarité est calculée sur la base de trois éléments prédéterminés:

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2%;
- la durée minimale d'assurance (DMA).

Le montant de l'allocation de solidarité (AS) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$AS = SMIG \times 2 \times TA \times DMA$$

Exemple : Un assuré âgé de 54 ans comptant 9 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

L'allocation de solidarité de l'intéressé se calcule comme suit :

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2 :  $40\ 000\ FCFA \times 2 = 80\ 000\ FCFA$
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée minimale d'assurance (DMA) : 13 ans
- le montant de l'allocation de solidarité est de :  $80\ 000\ FCFA \times 2 \times 2\% \times 13 = 20\ 800\ FCFA$ .

## Date d'effet :

L'allocation de solidarité prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

**Mali : L'Allemagne suspend sa coopération militaire « jusqu'à nouvel ordre »**



**Le vendredi 12 août 2022, le gouvernement allemand a annoncé la « suspension de sa mission militaire au Mali jusqu'à nouvel ordre ». « Le gouvernement malien a encore une fois refusé d'autoriser un vol prévu aujourd'hui. Nous suspendons jusqu'à nouvel ordre nos opérations de reconnaissance et les vols de transport par hélicoptère, car il n'est plus possible de soutenir la MINUSMA sur le plan opérationnel », a indiqué le ministère allemand de la défense.**

**L**e vendredi dernier, la ministre allemande de la défense, Christine Lambrecht, a déclaré que « L'Allemagne a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre la majeure partie de ses opérations militaires au Mali dans le cadre de la mission de l'ONU, la Minusma. » Pour Christine Lambrecht, « le gouvernement malien a encore une fois refusé d'autoriser un vol qui devait assurer une rotation de personnel ».

Selon la ministre allemande de la défense, son homologue malien, le colonel Sadio Camara lui avait donné des assurances contraires lors d'un entretien téléphonique le jeudi 11 août. « Les actes de Camara parlent une autre langue que ses mots », a tweeté la ministre allemande.

Lors d'une audience accordée, le vendredi 12 août 2022, à l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Mali, Dietrich Pohl, Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères du Mali, a parlé de « fausses informations faisant état d'un refus des Autorités Maliennes d'accorder l'autorisation de survol au contingent Allemand ». Selon Abdoulaye Diop, il a expliqué à son hôte la mise en place d'un nouveau mécanisme d'approbation des rotations de contingents, à la faveur de la réunion de coordination tenue, le 1er août 2022, avec la Mission onusienne. « Ce nouveau dispositif répond à des impératifs de sécurité nationale. A cet égard, il a invité l'Allemagne à renouveler sa demande de rotation dans le cadre de ce mécanisme à travers la MINUSMA, avant d'assurer l'Ambassadeur du traitement diligent qui sera réservé à la requête », lit-on dans le communiqué du ministère des affaires étrangères du Mali.

K. Diakité / Source : Le Républicain

**Benbereverif / faux : Aucun crash n'a eu lieu lors de la présentation des nouveaux aéronefs de l'armée malienne !**



**A** lors que les autorités de la Transition réceptionnaient de nouveaux avions de combat, le mardi 9 août, une vidéo montrant un hélicoptère «tombé» est faussement présentée comme étant l'un de ces appareils. Attention, il s'agit d'une infox. «Urgent Urgent très très très urgent, l'un des avions vient de tomber à #Kati...», légende la page Facebook dénommée «Brobroly Family Fan Club de Arafat Dj» avec la vidéo d'une minute 25 secondes montrant l'hélicoptère «tombé». Elle a été partagée plus de 60 fois et cumule plus de 2200 vues et des centaines de commentaires. Plusieurs internautes ont précisé en commentaires qu'il s'agissait d'une vidéo datant de 2019.

**Nouveaux avions acquis**

Le mardi 9 août 2022, les autorités de la Transition, au cours d'une cérémonie officielle, ont présenté au public de nouveaux avions acquis pour les Forces de défense et de sécurité.

Suivant les commentaires sous la publication de ladite page Facebook, nous avons effectué une recherche sur Facebook avec les mots-clés «un hélicoptère tombé à Kati», les résultats ont conduit vers cette vidéo publiée le 19 janvier 2019 par la page du journal Le Figaro du Mali.

Nous avons aussi retrouvé un communiqué officiel du ministère de la Défense et des Anciens combattants en lien avec l'accident expliquant «qu'au cours d'un vol d'entraînement, un hélicoptère Z9 de l'Armée de l'Air a fait un atterrissage accidentel ce jour 19 janvier 2019 sur la place d'Armes de Kati». La cérémonie officielle du 9 août 2022 n'a enregistré aucun crash. Les nouveaux avions ont effectué des démonstrations en présence de journalistes, de web-activistes et plusieurs personnalités. «Nous avons vu 3 albatros, un casa et d'autres appareils faire des démonstrations, aucun incident n'a été enregistré», a expliqué à BenbereVerif le journaliste Seyba Kouyaté, qui était présent à la cérémonie.

Par Aliou Diallo / Source : Le Challenger

Abonnez vous à votre journal numérique

**Malikilé**

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikle.com

## Vie chère : Constat mitigé sur l'application des mesures annoncées par le gouvernement



**Une semaine après le conseil des ministres extraordinaire sur la vie chère, le constat reste le même dans beaucoup de boutiques à Bamako. Les prix n'ont pas baissé et les mesures annoncées non appliquées dans beaucoup de commerces. Certains produits commencent même à se faire rares sur les marchés déclarent commerçants et clients**

**D**ans certains quartiers de Bamako, des clients reconnaissent que le prix du kilogramme de sucre a baissé. Mais nombreux sont les endroits où le sucre est vendu à 700 FCFA le kilo ou même introuvable. Des consommateurs réclament toujours que le gouvernement fasse respecter les prix plafonds. « Ils disent qu'ils sont en train de contrôler, mais ce n'est pas partout. Je demande vraiment au gouvernement de prendre ses responsabilités », martèle une consommatrice. Mais pour cet autre consommateur habitant à Baolobana, « le kilo du sucre est vendu à 600f et le demi kilo 300fcfa ».

### Des revendeurs accusent le gouvernement

Sur les deux rives de Bamako, c'est aussi la désolation chez des demi-grossistes et des détaillants. Ceux-ci demandent à l'État de surtout surveiller la situation des stocks de produits subventionnés.

« Nous avons arrêté de vendre le sucre. Parce que si tu achètes pour revendre il n'y a pas de bénéfice », nous confie ce revendeur qui invite les autorités « à jouer leur rôle ». « Nous vendons le sucre à 700fcfa le kilo parce que nous prenons le sac à 30.000f », affirme sans détour cet autre commerçant détaillant. « Le prix du lait en poudre aussi augmente chaque jour, le sac est cédé aujourd'hui à 70.000f », ajoute-t-il tout en pointant un doigt accusateur au gouvernement. « Ce ne sont pas les importateurs mais le gouvernement. Tant que les prix ne diminuent pas à leurs niveaux, nous qui achetons pour revendre c'est impossible, et les populations vont en souffrir », La DGCC et les importateurs bénéficiaires des subventions de l'État n'ont pas répondu à nos sollicitations. A cette cherté des produits alimentaires s'est ajouté depuis quelques semaines celle du carburant. Le prix d'un litre d'essence coûte présentement jusqu'à 900 FCFA. En certains endroits du pays c'est entre 1000f et 2000f affirment des usagers.

Source : Studio Tamani

## Mali : Ce que l'on sait de la nouvelle attaque sanglante, à Ménaka



**Alors que les Maliens n'ont pas fini de faire le deuil des 42 soldats tués dans la zone des trois frontières, voilà que 20 autres personnes ont perdu la vie, selon un bilan actualisé de l'attaque contre le village d'Assayal à Ménaka.**

**C**'est un nouveau bilan de l'attaque menée le 12 août, au Nord du Mali, qui a été communiqué ce jour. L'assaut, mené par des hommes armés affiliés à Daech, faisait état de sept civils tués. Selon Moussa Ag Acharatoumane, secrétaire général du MSA (Mouvement pour le Salut de l'Azawad), « le bilan a malheureusement évolué de 7 à 20 morts », ajoutant que « d'autres corps sans vie ont été découverts au Nord et au Sud du village ».

Une source de l'Agence Anadolu, a confirmé l'information, précisant : « au lendemain de l'attaque, d'autres corps sans vie et en état de putréfaction ont été découverts aux deux extrémités du village. C'est ce qui a fait, selon nos informations, un total de 20 morts ». Cette autorité communale de Ménaka avait auparavant indiqué que « dans un premier temps les populations de ce village après l'attaque ont découvert 7 corps et constaté des portés disparus ».

Le Mali est frappé par des attaques à répétition depuis près d'un mois. Pas plus tard que le dimanche 7 août dernier, des attaques coordonnées attribuées aux djihadistes dans la ville de Tessit, a visé les camps militaires situés dans la zone dite des trois frontières, située entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Il en est découlé un lourd bilan de 42 soldats des forces armées abattus, en plus de plusieurs civils tués. L'armée a confié avoir réussi à neutraliser 7 terroristes.

Le 22 juillet dernier, le camp militaire de Kati, près de Bamako a été attaqué par des éléments du GSIM (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans). A l'aide de deux voitures piégées, les terroristes ont visé une installation de la Direction du matériel, des hydrocarbures et des transports des forces armées maliennes. Des kamikazes avaient pris part à cette attaque, qui reste une première.

Source : Afrik.com



## Mali : Le gouvernement interdit la consommation de CHICHA



L'importation, la distribution, la vente et l'usage de chicha sont désormais interdits au Mali. La mesure a été annoncée dans un communiqué publié le lundi 15 août 2022.

Les autorités de la République du Mali viennent d'interdire l'importation, la distribution, la vente et l'usage de la chicha dans tout le pays. L'annonce a été faite à travers un communiqué le lundi 15 août 2022. Selon l'arrêté, "toute personne qui se rend coupable de la production ou l'importation de la chicha ou tout autre appareil similaire, est punie d'un emprisonnement de 1 à 10 jours et d'une amende de 300 à 18 000 francs F CFA".

Par ailleurs, toute personne reconnue "coupable de la commercialisation de la chicha ou tout autre appareil est punie d'une amende de 300 à 10 000 francs CFA". De l'autre côté, poursuit le communiqué, tout individu qui se rend coupable de l'usage de la chicha ou tout autre appareil est puni d'un emprisonnement de 1 à 10 jours et d'une amende de 300 à 10 000 francs CFA.

Par K. Richard Kouassi / Source : Afrique sur 7

## Mali : Les autorités de transition sollicitent 200 milliards de FCFA auprès des investisseurs du marché financier de l'UMOA



Les autorités de transition maliennes, par le biais du Trésor Public du Mali, sollicitent depuis ce 15 août 2022 les investisseurs opérant sur le marché financier de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) pour un montant de 200 milliards de FCFA (300 millions de dollars) à travers un emprunt obligataire par appel public à l'épargne dénommé « Etat du Mali 6,20% 2022-2032 ».

L'émission a pour objet la mobilisation de ressources en vue d'assurer le financement d'infrastructures de développement prévue au Budget 2022 de l'Etat du Mali. Par arrêté du 2 août 2022, le Ministre de l'économie et des finances du Mali a autorisé

Source : Financial Afrik



### CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

**Du lundi au Jeudi**

**7h30 à 16h00**

**Vendredi**

**7h30 à 17h30**

**NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR**

**-UN ACCUEIL CHALEUREUX  
-UNE ORIENTATION SURE  
-DES INFORMATIONS  
FIABLES**

**Pour toutes informations et réclamations  
relatives à l'INPS**

**-Renseignement sur  
nos prestations  
-Pièces à fournir et  
suivi des dossiers  
-Date et  
Chronogramme de  
paiement**



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Directeur des Ressources humaines** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

**I. MISSION DU POSTE :**

- faire appliquer la législation du travail en vigueur tant par l'OCLEI que par ses employés ;
- définir une politique de recrutement et appuyer sa mise en œuvre ( recrutement, embauche, formation et rédaction des contrats de travail, vérification de la conformité des contrats et des pratiques de l'OCLEI aux règles de droit du travail (Code du travail, conventions et accords collectifs) ;
- gérer l'évolution des carrières de la vie professionnelle des salariés : retraite, maladies, accidents, formations, congés, rupture de contrat, contrôle des conditions de travail des salariés ;
- instaurer la grille salariale de l'OCLEI ;
- s'occuper de la gestion de la paie des salariés (établissement des bulletins de paie et déclarations sociales) ;
- gérer les conflits et œuvrer un bon climat social au sein de l'OCLEI;
- développer des projets d'entreprise visant à accroître la motivation du personnel ;
- sensibiliser les employés aux impératifs d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur leur lieu de travail ;
- contribuer à la mise en œuvre de la politique de communication interne par la diffusion des informations économiques et sociales liées aux objectifs de l'OCLEI ;
- représenter l'OCLEI lors de négociations avec les représentants du personnel.

Pour l'aider dans sa mission, le **directeur des ressources humaines** peut avoir un ou plusieurs collaborateurs placés sous son autorité. Il doit savoir travailler en équipe et surtout déléguer certaines tâches.

**II. Compétences :**

- avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique;
- Qualités relationnelles.



### **III. Qualifications requises :**

Formation :

- être titulaire au moins d'un diplôme universitaire (BAC+4) dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines ; droit du travail, droit social, économie, finances, gestion d'entreprise et d'administration;
- avoir au moins 10 ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines ;

Expérience :

- avoir plus de 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité en ressources humaines dans le secteur public ou privé.

Connaissance linguistique :

- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Connaissance informatique :

- bonne connaissance des outils informatiques ( Word, Excel, Emails sous environnement, logiciels de gestion R.H et similaires).

Les candidatures féminines sont encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

### **IV. Lieu de travail**

Le Directeur des Ressources humaines sera basé à Bamako et pourra être déplacé en cas de besoin en tout autre endroit.

### **V. Dossiers à fournir**

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formations dans des postes de responsabilités occupés;
- certificat de nationalité ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

### **VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique ( [recrutement@oclei.ml](mailto:recrutement@oclei.ml)) / en copie ([louologuem@oclei.ml](mailto:louologuem@oclei.ml)), ([skeita@oclei.ml](mailto:skeita@oclei.ml)) et ([dmoussa@oclei.ml](mailto:dmoussa@oclei.ml)).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

**APPEL A CANDIDATURE**

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Community Manager** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

**I. MISSION DU POSTE :**

Assister le chef du service de la communication dans la stratégie d'organisation et de développement de la communauté en ligne et la dynamisation du site web de l'OCLEI.

**II. Tâches :**

- participer au développement de la stratégie de communication de l'OCLEI ;
- produire des contenus sur le net (photo, vidéo, son) ;
- animer des groupes d'internautes;
- planifier des posts (contenus) ;
- interagir avec les membres de la communauté ;
- convertir des internautes en relais d'informations ;
- augmenter la présence digitale et accroître la visibilité de l'OCLEI ;
- faire la mise à jour régulière du site web de l'OCLEI.

**III. Compétences :**

- capacité avérée à planifier, organiser et mettre en œuvre des activités de communication sur les médias sociaux ;
- très bonne connaissance et de capacité d'analyse des tendances sur les réseaux sociaux ;
- grande capacité rédactionnelle ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- grand modérateur et diplomate ;
- très bonne maîtrise de la langue française ;
- connaissance avérée de la veille sociale ;
- grande capacité à coordonner et à travailler en équipe ;
- excellente capacité d'écoute et d'aptitude à communiquer oralement et à l'écrit ;
- qualités relationnelles.

**IV. Qualifications requises :**

Expérience :

- avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle ;
- avoir une grande expérience dans la création, le développement et le suivi d'un media social ;
- avoir une bonne connaissance du paysage médiatique du Mali et du milieu des éditeurs de contenu de médias sociaux.



Connaissance informatique :

- bonne connaissance de l'outil informatique ;
- excellente connaissance des réseaux sociaux ;
- capacité avérée dans la mise à jour de site web , intranet et web TV;
- capacité avérée en prise de vue (Photo – vidéo) ;
- bonne connaissance de Photoshop et d'autres logiciels similaires.

Connaissance linguistique :

- excellente connaissance du français (orale et écrite) ;
- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Les candidatures féminines sont en encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

**V. Dossiers à fournir :**

- un CV actualisé daté et signé ;
- des copies légalisées des diplômes obtenus ;
- des attestations et certificats de travail;
- un extrait de l'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- des attestation de formation en Community Manager ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

**VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique ( [recrutement@oclei.ml](mailto:recrutement@oclei.ml)) / en copie ([louologuem@oclei.ml](mailto:louologuem@oclei.ml)), ([skeita@oclei.ml](mailto:skeita@oclei.ml)) et ([dmoussa@oclei.ml](mailto:dmoussa@oclei.ml)).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.



## Mali : Les violations des droits de l'homme "ont augmenté de façon spectaculaire"



**S**elon Aliou Tine, expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali.

Les violations des droits humains ont augmenté de façon spectaculaire au Mali, a déclaré, lundi, Aliou Tine, expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali.

"Les violations des droits humains et atteintes à ces droits ont également augmenté de façon spectaculaire, la MINUSMA a documenté 1304 violations et atteintes du 1er janvier au 30 juin 2022, soit une augmentation de 47,17 % par rapport à la période de six mois précédente", a noté Tine dans une déclaration publiée à l'issue d'une visite de dix jours dans le pays.

Aliou Tine souligne que « les groupes extrémistes violents restent les principaux auteurs présumés de violations des droits humains et atteintes à ces droits au Mali, mais le nombre élevé de violations attribuées aux forces de défense et de sécurité maliennes est très préoccupant ».

Selon Tine, « des sources crédibles ont rapporté que dans certains cas, ces violations ont été commises par les forces de défense et de sécurité maliennes, accompagnées par du personnel militaire étranger décrit comme étant des militaires russes », tout en rappelant que « les autorités maliennes continuent de nier les informations selon lesquelles une société militaire privée russe opère aux côtés des forces de sécurité maliennes.

« Quel que soit le statut du personnel militaire étranger, le Mali doit, conformément à ses obligations internationales en matière de droits humains, agir avec la diligence requise pour prévenir, enquêter et punir les violations des droits humains et atteintes à ces droits, qu'elles soient perpétrées par l'État ou par des tiers, y compris des individus, des sociétés ou d'autres entités, ainsi que des agents agissant sous leur autorité », a déclaré Aliou Tine.

L'expert indépendant de l'ONU a, en outre, exhorté « les autorités maliennes à accorder aux organisations et institutions nationales et

internationales l'accès aux zones où des violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits ont été commises, afin qu'elles puissent enquêter de manière indépendante et rendre compte des situations ».

Et d'ajouter : « J'ai été particulièrement choqué d'avoir vu de mes propres yeux des victimes portant sur leurs corps les marques visibles de tortures atroces cruelles et barbares qu'elles avaient subies aux mains des forces de sécurité maliennes. Leurs témoignages étaient insoutenables ».

Enfin, Tine recommande « aux autorités maliennes, à la communauté africaine et à la communauté internationale de maintenir un dialogue constructif pour garantir la stabilité et la sécurité du Mali, renforcer les efforts de protection de la population civile et éviter l'isolement du pays ».

AA/Bamako/Amarana Maiga  
Source : AA.COM

# Terrorisme, Russie, grogne générale : Un expert revient sur le désengagement français au Mali

La France a mis un point final à l'opération Barkhane au Mali en retirant ses derniers soldats du pays. Un échec qui s'explique par différents facteurs, comme l'explique un expert malien à Sputnik.



Une page s'est tournée au Mali ce 15 août, avec le départ du dernier détachement français encore présent dans le cadre de l'opération Barkhane. Les derniers soldats ont passé la frontière avec le Niger, a annoncé le ministère français des Armées. Arrivée dans le pays en 2013 avec l'opération Serval, la France repart donc sans tambours ni trompettes. Après avoir aidé les forces maliennes à reprendre les régions de Gao, Kidal et Tombouctou, l'armée française n'a pas su venir à bout de la menace djihadiste. L'opération Barkhane, qui a pris la suite de l'opération Serval, a fini par s'attirer l'hostilité des autorités maliennes et d'une partie de la population, comme l'explique à Sputnik Zoumana Saïf Koné, directeur exécutif de l'Institut sahélien de recherche et d'analyse pour la transformation du conflit (Tirac-Sahel).

“Les Maliens ont applaudi ce départ français, car selon eux il n'y a pas eu de résultats [...] Tout cela est dû à la situation sécuritaire et à la pression de la population”, souligne-t-il. L'expert rappelle que l'intervention française n'a pas été exempte de zones d'ombre, notamment lors de la reprise de la région de Kidal, ancien fief des rebelles du MNL, dont l'accès a longtemps été refusé aux forces maliennes. Rapprochement avec Moscou  
La France a aussi eu du mal à digérer le rapprochement du Mali avec la Russie, souligne Zoumana Saïf Koné. Un tournant amorcé avec l'arrivée au pouvoir d'Assimi Goïta, épaulé par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. “Depuis ce jour, la politique étrangère malienne a changé. Ils ont voulu réchauffer le partenariat avec la Russie, ancien allié du Mali, ce qui n'a pas plu à l'armée française. Il

y a eu beaucoup d'incidents diplomatiques jusqu'à l'expulsion de l'ambassadeur français. L'armée française a finalement décidé de quitter le Mali d'elle-même”, explique ainsi l'expert à Sputnik.

Ce 15 août, Moscou a d'ailleurs réaffirmé son soutien à Bamako, après un mois meurtrier, marqué par des attaques terroristes ayant fait plus de 40 morts.

La France avait pour sa part annoncé son retrait du Mali en février dernier. Il aura fallu six mois aux forces françaises pour évacuer le pays, sur fond de manifestations parfois hostiles. Ce 14 août, des protestataires étaient encore descendus dans les rues de Gao au cri de “Barkhane dégage !”

Source : <https://fr.sputniknews.com/>

# Le ministre de l'industrie et du commerce du mali : « Rien ne justifie cette flambée du prix du sucre »

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mohamed Ould Mohamoud et son collègue de l'Economie et des Finances, Alfousseny Sanou, ont expliqué à la presse que rien en principe ne justifie cette inédite flambée des prix sur le marché du fait de la subvention accordée par l'Etat sur certains produits de première nécessité, dont le sucre. C'était le jeudi 11 août 2022 dans la salle de conférence du département de l'Industrie et du Commerce.

**M**algré les efforts consentis par le gouvernement de la Transition à hauteur de milliards de francs CFA pour amortir le prix des denrées de première nécessité, certains commerçants n'ont cessé d'augmenter les prix. En première ligne, le prix du sucre qui a subitement pris l'ascenseur comme pour se mettre hors de portée des bourses. Or, c'est précisément dans le but de soulager la souffrance des consommateurs maliens suite à la flambée des prix sur le marché mondial qu'il a initié un certain nombre de mesures parmi lesquelles, une subvention à hauteur de 14 milliards de francs CFA. Mais le cahier des charges établi entre les importateurs et le gouvernement à cet effet est manifestement violé par des commerçants.

C'est pourquoi le Conseil des ministres extraordinaire convoqué le dimanche 7 août 2022 a pris des décisions fortes pour remettre en ordre que les deux ministres ont explicitées devant la presse.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mohamed Ould Mahamoud a fait un tour d'horizon sur la situation du marché mondial. Il y a des rapports de cause à effet entre l'inflation que nous connaissons et la crise ukrainienne, les sanctions prises par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) contre notre pays déjà fragilisé par la double crise sécuritaire et sanitaire liée à la Covid-19. Ainsi, les prix de la plupart des produits sur le marché international ont connu des augmentations. Le prix de la tonne de blé est passé de 177.000 FCFA en novembre 2021 à 262.000 FCFA en avril

2022, soit une hausse de 48%. Au même moment, le prix du sac de 50 kg de farine boulangère est passé de 22.500 à 25.000 FCFA, soit une augmentation de 11%.

Par ailleurs, les prix fournisseurs du sucre ont connu une hausse de 275.000 à 445.000 FCFA, soit 62%. Selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), l'indice des prix des produits importés par les pays de l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine (Uemoa) s'est accru de 48,6% au mois de juin 2022 par rapport à son niveau de la même période en 2021. Cet indice est en accélération par rapport à mai 2022 où il avait enregistré une hausse de 46,2%. Ainsi, les hausses les plus importantes sont notées au niveau du blé (+73,1%), du riz (+44,8%), des huiles (+39,6%) et du sucre (+24,2%). Les cours du pétrole brut sur les marchés internationaux (moyenne WTI, BRENT, DUBAI), exprimés en dollar US, ont enregistré une progression de 55% en glissement annuel en juin 2022, après une hausse de 62,8% au mois de mai 2022.

Pour le ministre, la situation du Mali aurait été plus compliquée si des mesures d'atténuation n'avaient pas été prises par les autorités. Ainsi, pour contenir la répercussion intégrale de ces augmentations sur le prix au consommateur, le gouvernement a pris des mesures visant la réduction de 50% de la base taxable à l'importation de 300 000 tonnes de riz, 110 000 tonnes de sucre et 30 000 tonnes d'huile alimentaire représentant un manque à gagner d'environ 15 milliards de FCFA ; l'administration des prix de ces produits pour éviter les augmentations injustifiées ; le renforcement des



brigades de contrôle des prix de la Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence et la suspension de l'exportation des céréales et du bétail sur pied. Grâce à ces mesures, les hausses des prix fournisseurs ne sont pas proportionnelles aux augmentations enregistrées sur les prix indicatifs plafonds.

Cette performance enregistrée par notre pays a été rendue possible grâce aux concertations engagées par le département avec les industriels, les importateurs et les commerçants détaillants qui ont accepté de renoncer à une part substantielle de leur marge bénéficiaire. Pour toutes ces raisons, le gouvernement ne saurait tolérer une quelconque spéculation de prix. Les contrôles sont renforcés pour faire ramener le prix du kilo de sucre importé à 600 FCFA et celui du sucre local à 500 FCFA comme avant. Tous ceux qui outrepasseront ces prix seront sanctionnés, a-t-il affirmé.

Pour édifier l'auditoire, le ministre Sanou a affirmé que la subvention de 14 milliards ne veut dire que le gouvernement a versé cette somme aux importateurs. Il a en fait, renoncé à des taxes à hauteur de ladite somme. Le ministre de l'Economie a ensuite évoqué d'autres facilités accordées par le gouvernement pour soulager les populations. Ainsi, plus de 350 milliards ont échappé au gouvernement, selon ses explications. Depuis l'éclatement de la crise, les dépenses sont beaucoup plus orientées vers les secteurs de la sécurité.

Drissa Togola

Source : Le Challenger

# Arrestation des 49 militaires ivoiriens : Le Ministre Touréh prône l'apaisement

Le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna M Touréh, a animé, hier 16 août 2022, une conférence de presse. C'était devant un parterre d'hommes de média et de communicateurs traditionnels. Il s'agissait pour lui, à travers cette rencontre de sensibiliser les hommes de média et de les inviter à véhiculer des messages d'apaisement, de paix et de tolérance entre le Mali et Côte d'Ivoire afin d'éviter le pire.



**A** l'entame de ses propos, le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna M Touréh, a rappelé que le Mali est un peuple ouvert, un peuple d'esprit et un peuple de grandeur et d'intelligence, un peuple de fraternité mais aussi un peuple de paix et de solidarité. « **Il y a des choses qui se passent en ce moment, si nous n'y prenons garde, elles peuvent dégénérer, elles peuvent ne pas être maîtrisées et peuvent amener des malentendus qui peuvent être amèrement discutés au Mali, en Côte d'Ivoire et en Afrique. Nous sommes le Mali, nous sommes l'Afrique, personne ne peut le nier. Et tout ce qui touche un pays quelconque de l'Afrique, un peuple quel qu'il soit de l'Afrique, tous les peuples épris de paix et de liberté et d'indépendance, nous concerne. Nous l'avons montré lors de la lutte anticolo-**

**niale et même après les indépendances, les illustres dirigeants que nous avons eu, ont mobilisé des ressources financières pour contribuer à la libération de l'Afrique. Ça fait partie de notre ADN. Nous battons parce que nous savons nous battre pour nos convictions mais ne nous battons pas contre les africains** », a-t-il dit. Et poursuit : « **Ce qui se passe nous paraît de plus en plus grave. Parce qu'entre griffes les hommes de médias, parce que parfois ce ne sont pas les grands professionnels des médias qui développent des thèses anti-africaines, anti-maliennes ou anti-ivoiriennes qui ne sont des thèses appropriées. Les thèses que nous connaissons, ce sont des thèses de fraternité, de partage, c'est ce que nous connaissons. Alors comment faire que les tenants de ces thèses divisionnistes ne prennent pas le dessus sur la grande**

**idée nous nous faisons nous les maliens, nous les africains de notre Afrique. Nous n'avons qu'un seul chemin à prendre celui de la solidarité et de la fraternité. Il n'y a pas de place pour la haine, pour la division. Il n'y a pas de place pour les incompréhensions ou les malentendus entre peuple africain** », a-t-il laissé entendre.

Le ministre Touréh a appelé les hommes de média à l'apaisement car des esprits malveillants sont dans une diatribe pour opposer le Mali et la Côte d'Ivoire, ces deux pays frères liés par l'histoire, la géographie et la sociologie. « **Il y a des risques évidents de dérapage soyez en conscients. Ceux qui émettent des messages haineux sont victimes de manipulations et d'incompréhensions** ». Le ministre a invité les hommes de média à répondre à ceux-ci par l'apaisement et des messages qui rassemblent et qui montrent que nous sommes tous les mêmes, a-t-il renchéri, avant d'annoncer que les deux autorités sont déjà en pourparlers afin de trouver une solution pacifique dans un bref délai. Tour à tour les responsables des faitières de la presse ont rassuré le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna M Touréh que les hommes de média joueront leur partition pour gommer cette crise qui cristallise le climat entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Le Président de la maison de la presse, Bandiougou Danté, a rappelé que tout le monde doit avoir une lecture objective voire sage de cette situation. « **Quand on voit le froissement de l'espace médiatique malien. Jamais dans l'histoire de notre pays la presse n'a été aussi dense, aussi plurielle et dynamique. Tous les médias sont animés par des hommes et des femmes qui ont l'amour de leur pays. Le monde médiatique est citoyen. Il est citoyen parce que nous développons chacun des réflexes de défense de l'intérêt national et africain. C'est ce qui fait la différence entre beaucoup de peuple et nous** », a-t-il pilonné.

Le président de l'association des professionnels de la presse en ligne (APPEL Mali), Modibo Fofana, a abondé dans le même sens, en appelant ses confrères ses plus de professionnalisme en cette période de crise.

■ Ibrahim Sanogo

# Alioune Tine Expert indépendant de l'ONU : Vives préoccupations sur la situation sécuritaire et les droits humains

En fin de mission au Mali, l'Expert Indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine a exprimé sa préoccupation par rapport à la détérioration de la situation sécuritaire et des droits humains. C'est ce qui ressort de sa déclaration de fin de mission datant du lundi 15 août 2022.



**A**lioune Tine a effectué une visite officielle au Mali du 1er au 12 août 2022. En fin de mission, il a salué les mesures prises par les autorités de la transition pour rétablir l'ordre constitutionnel et le retour à un régime civil mais a exprimé de graves préoccupations quant à la résurgence de la violence extrémiste et à la détérioration rapide de la situation des droits humains dans le pays sur la situation sécuritaire.

« **Je salue la mise en place d'une commission de rédaction de la Constitution en date du 10 juin 2022 ainsi que l'adoption par les autorités maliennes d'un calendrier de la transition d'une durée de 24 mois, assorti d'un chronogramme détaillant les différentes étapes menant aux élections et au retour d'un régime civil, la promulgation en date du 24 juin 2022**

**d'une nouvelle loi électorale qui prévoit la mise en place d'un organe unique et indépendant de gestion des élections, dénommé Agence Indépendante de Gestion des Élections (AIGE)** », a-t-il souligné.

A cet effet, il a fait savoir que la plupart des acteurs qu'il a rencontré, notamment les partis politiques et la société civile ont salué l'approche participative adoptée par la Commission de rédaction de la Constitution qui organise des activités pour informer et recueillir les contributions de tous les acteurs maliens. « **Cependant, ces acteurs politiques et de la société civile se sont plaints de la méthode de désignation par tirage au sort de leurs représentants sur base d'une liste de candidats retenus par les autorités maliennes pour choisir les représentants de différentes forces vives**

**de la nation malienne au sein de l'AIGE. Ces acteurs craignent que la méthode du tirage au sort permette aux autorités d'exercer une influence indue sur les candidats qui les représenteront au sein de l'AIGE** », a-t-il dit.

Par ailleurs, Alioune Tine a exprimé sa préoccupation par la détérioration rapide, continue et généralisée de la situation sécuritaire au Mali avec la recrudescence et la fréquence des attaques armées et des violences commises par les Groupes extrémistes violents au nord, au centre et aux alentours de Bamako. « **Parmi les attaques les plus récentes de ces groupes figurent celle menée contre le camp militaire de Tessit en date du 7 août 2022, au cours de laquelle selon le bilan officiel, 42 militaires ont été tués et 22 autres blessés. Cette situation a un**

**impact considérable sur la protection des droits humains et la situation humanitaire au Mali** », a évoqué l'expert indépendant de l'ONU.

A cet effet, il a appelé les autorités de la transition, avec l'aide de la communauté internationale et africaine à repenser et réadapter de façon urgente les réponses et stratégies sécuritaires qui n'ont pas encore donné les résultats escomptés pour la protection efficace des populations civiles et de leurs droits humains fondamentaux.

Concernant la situation sécuritaire, Alioune Tine a déclaré que le Mali est confronté à de sérieux problèmes à savoir, « **l'augmentation récente du nombre des personnes déplacées internes ainsi que la fermeture des écoles en raison de l'insécurité. Depuis ma visite de février 2022, le nombre des personnes déplacées internes et d'écoles fermées a augmenté respectivement de 7,82% (allant de 350110 à 377519) 1 et**

**de 9,91% (passant de 1664 à 1829 écoles)** ».

De même, il a fait part de ses préoccupations concernant la stigmatisation de certaines communautés lors des opérations militaires.

« **J'invite les autorités maliennes à prendre les mesures appropriées pour prévenir, enquêter et punir tous les cas de stigmatisation contre toute communauté** ».

Dans cette optique, il a salué les propos du Premier Ministre Dr Choguel Kokalla Maïga qui, le 1er août 2022, a souligné la détermination du gouvernement à lutter contre l'amalgame et la stigmatisation des communautés en affirmant que « **tous les peulhs ne sont pas des djihadistes, que tous les djihadistes ne sont pas peulhs et que cette communauté vivait le même martyr que les autres communautés avaient vécu ou vivaient** ».

Quant aux recommandations, l'expert indépen-

dant de l'ONU a conseillé aux autorités, à la communauté africaine et internationale d'entretenir un dialogue constructif global pour garantir la stabilité et la sécurité du Mali et renforcer la protection des droits fondamentaux des populations civiles et éviter l'isolement du Mali.

Dans la même veine, il a appelé les autorités à prendre toutes les mesures appropriées pour le respect et la protection de la liberté d'expression et de la presse conformément aux obligations pertinentes du Mali en matière des droits humains. Dans le contexte du processus électoral en cours, tous les droits et libertés fondamentales doivent pouvoir s'épanouir.

Ensuite, Alioune Tine a invité les mouvements armés signataires ou d'inclusivité de cesser les attaques et les violences de toutes natures exercées sur les populations civiles.

■ Maffenin Diarra





Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière  
 d'**INGÉNIEURIE** et de **MANAGER**

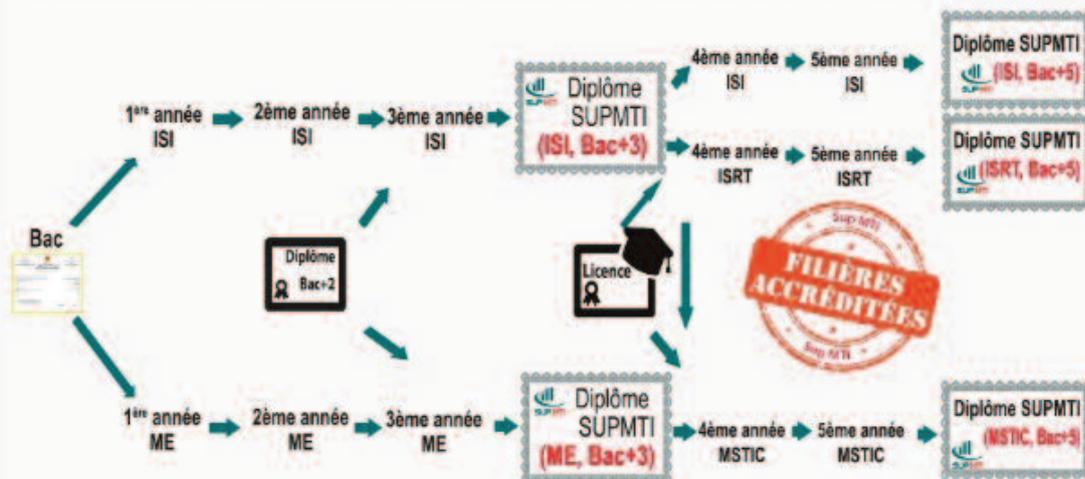
**ÉCOLE DE MANAGEMENT**

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

**ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS**

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE  
 PAR LA FORCE  
 DU GROUPE  
 DES ÉCOLES  
**SUP MTI**



**Diplômes Bac+3 et Bac+5**

Partenaires :



Certificats  
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



**SUP MTI BENI MELLAL**

**Contacteur au Mali**

Boulevard Hassan II,  
 Quartier Al Adarissa  
 (au-dessus du café voltaire)  
 (+212) 612 993 056  
 (+212) 5 23 42 22 33/34  
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma  
 @supmtibm  
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting  
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10  
 +223 698883 05/82017575  
 mdoumbia1@yahoo.fr

## Avis :

### Concours de Bourse d'Excellence, 7ème Edition 2022

L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (**SupMTI**) de **Beni Mellal** au Maroc en partenariat avec **D&D consulting** au Mali informe les Bacheliers, les Techniciens Spécialisés et les Licenciés dans toutes les spécialités, qu'elle organise un **concours** pour l'attribution des bourses d'excellence aux étudiants afin de poursuivre leurs études supérieures à **SupMTI Beni Mellal** au Maroc dans l'une des filières suivantes :

#### ÉCOLE DE MANAGEMENT DES AFFAIRES (BAC+4) :

- Audit et Finance d'Entreprise
- Finance, Banques et Assurances
- Management de Qualité et Gestion de Projets
- Management des Ressources Humaines
- Marketing et Communication Digitale
- Marketing et Management Commercial d'entreprise

#### ÉCOLE DE GENIE INFORMATIQUE (3 ANS APRES « 2 ANNEES PREPARATOIRES ») :

- Classes préparatoires au cycle ingénieur en Technologies de l'Information
- Cloud, Internet des Objets et Mobiles
- Ingénierie de la Data Science
- Ingénierie des Systèmes, Réseaux et Télécoms
- Ingénierie des Systèmes d'information

Pour participer à ce concours, veuillez envoyer une copie certifiée de votre diplôme et les relevés de note deux dernières années d'études, à l'adresse courriel suivante: [mdoumbia1@yahoo.fr](mailto:mdoumbia1@yahoo.fr) au plus tard le **30 septembre 2022**.

Pour toutes informations, veuillez appeler aux : **+223 69 88 83 05, +223 82 01 75 75, D & D Consulting, dont le siège se situe à Hamdallaye ACI 2000, Rue 330 – Porte 10, Bamako, Mali.**

**NB :** Les dossiers enregistrés et collectés par D&D consulting sont envoyés à la Direction de L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (SupMTI) de Beni Mellal au Maroc qui fera le choix des candidats sur la base des dossiers, des critères de compétence et de mérite bien définis par l'établissement.

# Assemblée générale extraordinaire du CNPM : Tenue et adoptée sur fond de crise encore...

Le samedi 13 août 2022, la salle de conférence Moussa Mary Balla Coulibaly a servi de cadre aux travaux de l'Assemblée générale extraordinaire (AGE) de l'Administration Provisoire du Conseil National du Patronat du Mali (AP-CNPM). Le président de l'administration provisoire, Soya Golfa, a présidé les travaux. Malgré les appels au calme lancés par Golfa et le Maire adjoint de la Commune IV, Al Kassoum Maïga, les divisions entre les deux camps se sont confirmées davantage. Si d'une part, le communiqué final de l'AGE a fait ressortir que les textes ont été approuvés par les délégués par 112 voix pour, 12 abstentions et 0 contre sur les 155 délégués prévus, d'autre part, les délégués venant du Collectif des Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Région (CGPCPR), ont bouddé la salle. Ils reprochent aux membres de l'administration provisoire d'avoir violé des textes. Ce qui ouvre les portes à une autre crise au sein du patronat malien.



Le Maire adjoint de la Commune IV de Bamako, Al Kassoum Maïga, qui a pris part à l'ouverture des travaux, a salué la tenue de cette AGE qui dénote une avancée notable dans la résolution de la crise qui prévaut au sein du CNPM depuis un certain temps. « Je souhaite que les participants soient tous positifs pour qu'on sorte de cette crise, car le CNPM tient la vie de la nation en main », a fait savoir Al Kassoum Maïga. Le président Soya Golfa a invité les délégués à adopter le projet des statuts pour que dans les deux mois qui viennent, l'élection du CNPM puisse se tenir pour le bonheur des hommes d'affaires. A sa suite, Boubacar H. Diallo, premier vice-président de l'administration provisoire du CNPM, a rappelé le travail fait par l'administration provisoire depuis son installation il y a quatre mois. « Une lecture consolidée des statuts, du règlement intérieur et du règlement électoral a été faite. Ces projets

de textes ont été partagés avec l'ensemble des groupements professionnels lors d'une série de rencontres avec des innovations importantes. Les pouvoirs de l'assemblée générale sont précisés et renforcés », explique-t-il. Avant de préciser que c'est elle qui élit le président, les vice-présidents, révoque le mandat du bureau, approuve le budget et les cotisations. Il a, en plus, précisé que les anciens présidents ne pourront plus se présenter, mais ils seront des présidents d'honneur à qui le bureau pourra confier des missions. Les textes proposés ont été approuvés selon le communiqué final de l'AGE par 112 voix pour, 12 abstentions et 0 contre sur les 155 délégués.

## Retour à la case de départ

Les membres du Collectif des Groupements Professionnels et Conseils Patronaux de Ré-

gion (CGPCPR), au nombre de 24, sur les 39 que compte le CNPM, se sont retirés de la salle de l'AGE juste après le retrait des officiels, en raison, selon eux, de la violation des textes par l'administration provisoire. « Même si l'ordre du jour avait été envoyé aux délégués, le présidium présente l'ordre du jour dans la salle. C'est en ce moment que l'assemblée générale commence. L'ordre du jour est discuté, amendé ou approuvé. Cela n'a pas été fait. Dès que les officiels sont sortis après l'ouverture des travaux, directement, on a appelé un membre de l'administration provisoire pour qu'il vienne nous présenter les statuts et règlements modifiés », a-t-il déploré. Le président du collectif, poursuit-il, a demandé à ce qu'on respecte le chronogramme de tenue de l'assemblée générale du patronat, c'est-à-dire, présenter l'ordre du jour dans la salle. Cependant, à l'en croire, le bureau provisoire a dit que l'ordre du jour avait déjà été envoyé aux gens. « Malgré notre insistance pour qu'on respecte les textes de 2011, ils ont refusé. Dans ce cas, ce n'est pas la peine qu'on reste dans la salle. La crise est partie encore pour une seconde fois au CNPM. C'est le retour à la case de départ. On a vu cette crise venir. C'est pourquoi nous avons fait une conférence de presse le 6 août », précise-t-il. Selon ses dires, toutes les tentatives pour éviter la crise ont été vaines, et l'administration provisoire s'est permise de violer tous les textes en écartant les candidats potentiels et les délégués, notamment Mamadou Sinsin Coulibaly et Amadou dit Diadié Sankaré.

Hadama B. FOFANA  
Source : Le Républicain

# Sénégal : Derrière la visite ce lundi au Mali du président Macky Sall, les bons offices du chérif de Nioro, Cheikh Bouyé Hamallahou. Exclusif



**A**près deux années de relations glaciales sur l'axe Dakar Bamako, les câbles se rebranchent. Selon des informations exclusives obtenues par confidentiel Afrique, cette visite officielle du président Macky Sall au Mali est le fruit d'une médiation discrète du chérif de Nioro qui a abouti à l'entretien téléphonique entre Macky et Goïta début juillet dernier. Détails exclusifs Depuis la chute le 18 août 2020 du Président Ibrahim Boubacar KEITA perpétrée par la junte militaire avec à sa tête le Colonel Assimi GOÏTA, les rapports étaient froids sur l'axe Dakar-Bamako. Deux ans après, le Président en exercice de l'Union Africaine, le Chef de l'État sénégalais Macky SALL a désormais changé de fusil d'épaule. Selon des informations exclusives obtenues par Confidentiel Afrique, ce changement brusque est le fruit d'une médiation discrète de l'influent guide religieux malien, Cheikh Bouyeu surnommé le Chérif de Nioro. Selon des câbles bien sourcés de Confidentiel Afrique, le Président Macky SALL s'est entretenu au téléphone début juillet dernier avec son homologue malien, Colonel

Assimi GOÏTA via le téléphone du Chérif qui recevait dans sa résidence de Nioro l'homme fort de Bamako dans le cadre des échanges en prélude à la mise en œuvre de la charte transitoire, qu'il a initiés avec les notabilités religieuses du pays. L'occasion fait le larron, la connexion entre Macky SALL et Assimi GOÏTA fut ouverte et établie via les bons offices du Chérif Bouyeu HAIDARA, fils du Défunt Saint Homme Chérif Cheikh Hammallah, fondateur de la confrérie hammaliste en Afrique et dans le monde. Une source autorisée a glissé à Confidentiel Afrique que l'entretien téléphonique entre Macky et Goïta était empreint de cordialité avec un engagement ferme pris par le Président sénégalais de s'impliquer davantage dans la levée de l'embargo imposé au Mali par la Cedeao et de rendre visite mi-août 2022 à son homologue malien. En sa qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, Macky SALL a tenu ses engagements et devra selon nos informations- rencontrer le Colonel Malick DIAW, le numéro 2 de la junte militaire et Président du CNT (Conseil National de Transition) d'origine sénégalaise. Avec cette pre-

mière visite officielle au Mali depuis le coup d'état d'août 2020 avant la prise du pouvoir le 20 mai par le Président de la transition, Assimi Goïta, Macky SALL rebranche désormais les câbles diplomatiques et devient un plénipotentiaire clé dans le dégel des relations heurtées entre Bamako et Abidjan, suite à la brûlante affaire des 49 faux soldats ivoiriens, arrêtés et écroués il y a deux jours par les autorités maliennes de la transition. Le Président Macky SALL se rendra dans la capitale tchadienne après l'étape de Bamako, où il devra prendre part le 20 août prochain à l'ouverture du dialogue national inclusif et souverain sur invitation du Président Mahamat DEBY ITNO. Révélé en exclusivité par Confidentiel Afrique, le voyage du Président Macky SALL a été préparé à l'avance par l'architecte sénégalais et homme d'affaires Atepa Goudiaby qui avait été reçu par le PCMT Mahamat Idriss Deby ITNO en audience au palais rose de N'Djamena. Même si selon des sources, l'architecte a évoqué au cours de son entrevue sa créance estimée à plus d'une dizaine de milliards de FCFA contractée par l'État du Tchad, suite à des travaux d'édifices réalisés par le Atepa Groupe.

Par Ismael AÏDARA (Confidentiel Afrique)



# Contrôle démocratique civil en matière de défense et sécurité : CRI 2002, un instrument de veille citoyen

Le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, a présidé le mardi 16 Août 2022, au Grand Hôtel Azalai de Bamako, la cérémonie de lancement du projet « renforcement du contrôle démocratique civil en matière de défense et de sécurité ». C'était en présence du président de Cercle de Réflexion et d'Information pour la consolidation de la démocratie au Mali (Cri-2002), Dr Abdoulaye Sall. Objectif : contribuer au renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) dans le contrôle démocratique civil de la gouvernance du secteur de la défense et sécurité, dans le respect du principe sacro-saint du "secret-défense et de la préservation de la sécurité nationale".



**C**e projet de CRI-2002 s'inscrit dans le cadre de la création et de l'émergence d'un dialogue constructif entre la société civile et le secteur de la défense mettant l'accent sur la nécessité d'un consensus autour des priorités en vue d'une meilleure gouvernance du secteur de la défense et sécurité, mieux conçu, mieux maîtrisé et plus professionnel, capable d'assurer la sécurité de l'État et des Institutions, ainsi que celle des Citoyens et de leurs biens.

Pour Dr Abdoulaye Sall président de CRI 2002, Le Mali est un pays en guerre donc toutes les mesures doivent être prises pour aider les forces de défense et de sécurité dans leur mission régaliennne de la sécurisation des personnes et de leurs biens. Pour ce faire, il est important que les organisations de la société civile soient outillées afin d'accompagner l'armée. Ce projet va accompagner le processus de refondation amorcé depuis la tenue des Assises Nationales de la Refondation. Le ministre de la Refondation de l'État, chargé

des Relations avec les Institutions, dira que ce projet vient soutenir la mise en œuvre de certaines recommandations des Assises Nationales de la Refondation de l'État (ANR) à travers le Cadre Stratégique de la Refondation de l'État (CSRE 2022-2031) notamment l'axe stratégique n°2 : Défense, sécurité, Paix Réconciliation et Cohésion Sociale au titre de deux (02) objectifs prioritaires, à savoir : le renforcement des capacités des Forces de Défense et de Sécurité et le renforcement des mécanismes de prévention et gestion des conflits, et le rétablissement la cohésion sociale. « **Au regard des défis complexes auxquels fait face notre Nation, des attentes légitimes des populations à vivre dans la paix, la quiétude sociale et d'accéder aux besoins élémentaires de vie, il y a lieu de renforcer les capacités des Forces de Défense et de Sécurité et d'améliorer les mécanismes de prévention et gestion des conflits, rétablir la cohésion sociale, avec la participation**

**efficente de tous les Citoyens. Au vu de la volonté politique des Hautes Autorités de la Transition, de vos engagements individuels et collectifs, je demeure convaincu qu'avec ce projet, nous pourrions franchir une étape significative qui nous permettra à terme de construire dans la durée, la paix, la sécurité et le développement. C'est dire, tout l'espoir que nous fondons en ce projet qui se veut un espace d'échange sur toutes les dimensions de la vie socio - économique et sécuritaire, un cadre de partage et de capitalisation des expériences et des leçons apprises, mais aussi et surtout de réflexions et d'actions aux fins de proposer des solutions cohérentes holistiques, inclusives, efficaces et efficaces pour une meilleure gouvernance démocratique du secteur de la défense et sécurité », a-t-il souhaité.**

■ Ibrahim Sanogo

# Carnet de voyage dans la cité des balanzans : « Torse nu » en cette période d'hivernage

Cette ville ne ressemble à aucune autre ville du monde. Ici à Ségou, nous sommes tous comme frères et sœurs grâce aux incomparables liens de fraternité et de solidarité liant les uns aux autres.

**E**n ce jour 1er août 2022, j'ai dû avaler quelques petits morceaux de pain, par crainte de ne pas rater le car de 9 heures ("9 h pile", insistait l'agent de service rencontré la veille à la gare de Sogoniko). Mais le fameux bus ne sortit de la cour que 1h et 13 mn plus tard, à la grande satisfaction des passagers qui inauguraient ainsi – le cœur en feu – la nouvelle grille tarifaire Bamako-Ségou fixée à 5 000 FCFA, soit une deuxième augmentation en 4 mois, rouspète un agent de la compagnie : « Nous ne comprenons pas le sens de cette deuxième augmentation, car à 4 000 FCFA, nous pouvions couvrir déjà tous nos frais avec 20 personnes sur Bamako-Ségou... »

A peine sortis de la cour, notre joie s'écourte car le car s'arrêtait tous les 200 mètres pour ramasser des clients « retardataires » tout le long de la route. A l'intérieur du bus l'air était chaud, presque torride et une nervosité palpable se lisait sur tous les visages. Nous ne quitterons finalement Niamana qu'à 11h 14mn.

Dans le tumulte qui a suivi ce regrettable désagrément, une cliente embarquée à Yirimandio se défoule bruyamment sur son siège : « Mais que voulez-vous, c'est à cause du manque de respect des horaires fixés par la SOMATRA que nous préférons nous arrêter devant nos quartiers pour attendre le bus. On a toujours dénoncé ces mauvaises pratiques, mais elles ne sont jamais prises en compte par une compagnie qui veut le beurre et l'argent du beurre. Quand le Directeur est né avec une cuillère en or dans la bouche, comment voulez-vous qu'il comprenne nos plaintes. » Et comme répondant en écho à cette amère tirade, un autre passager décline les raisons de son choix : « J'ai toujours aimé les cars de la SOMATRA pour mes voyages Bamako-Ségou, parce que je n'aime pas les excès de vitesse. »

Ma matinée ségovienne commence dans le bureau de mon ami – un vrai – avec ce sens incarné de la franche et sincère amitié. Chez lui, ce mot n'a rien de conventionnel. Sa se-



crétaire, une jolie dame au teint clair, me sert un café bien corsé avant d'ajouter, tout sourire :

- "I bissimila ! Yan de ye Ségou ye. Cette ville n'est pareille à aucune autre ville à travers le monde. Ici à Ségou, nous sommes tous comme frères et sœurs grâce aux liens de fraternité et de solidarité toujours incomparables qui lient les uns et les autres. Nous accueillons l'étranger comme si c'était un membre de notre famille".

- "Madame, tout cela est bien vrai, mais on dit aussi que Ségou est la ville de la trahison (janfa)".

- "Oui, on dit ça dans les récits des griots, mais ce Ségou-là n'existe plus aujourd'hui, car autrefois, les modes de dévolution du pouvoir royal s'opéraient toujours dans la violence et la trahison. Tu n'as pas entendu l'histoire des 4441 balanzans ?"

C'est sur cette petite note d'histoire que je prends congé d'elle en espérant la retrouver le lendemain matin pour une nouvelle partie de thé ou de café, un rituel qui a continué durant tout mon séjour dans cette ville ségovienne, où je compte aussi quelques amis « haut perchés ».

Dans cette capitale des balanzans, on trouve aussi de beaux et bons restaurants comme le « Régal » à Angoulême, ce resto alliant coquetterie et appétence des plats est surtout prisé par la classe moyenne ségovienne et la jet set locale. A peine assis, la patronne, le sourire aux lèvres, s'avance délicatement vers moi :

- « Aw bissimila, monsieur, que voulez-vous prendre ? Nos plats sont tous prêts.

- Moi je préfère le tigadègèna (sauce arachide), une sauce communément appelée « sauce malinké ».

- Ah vous êtes un malinké ?

- Oui madame !

- Et pourtant vous ne ressemblez pas à un malinké.

- Mais Madame, il faut être comment pour ressembler à un malinké ? - Aujourd'hui, il n'y a pas de sauce arachide, mais demain je vous ferai spécialement cette sauce, sinon en principe, c'était la sauce gombo qui était au programme.

En face de ce Resto, un jeune barbu, la trentaine bien marquée se démène tous les soirs autour d'un petit four pour attirer une modeste clientèle vers ses poulets grillés. Mais attention, soyez très vigilant avant de passer la commande, car une « commande est bien une commande » se défend le « barbudos » qui a fait de la vente de « macaroni » sa seconde spécialité.

Mon séjour ségovien s'achève sur la table d'un autre restaurant chic de la ville. Sur une invitation expresse d'un ami et ancien camarade de la promotion 1976-1979 du lycée Badala connu également sous le nom romanesque de colline du savoir.

B CAMARA, Journaliste  
Source: Le Challenger

## RCI : Des garde-côtes américains mènent des activités écologiques à Abidjan



**E**n escale à Abidjan, des gardes-côtes américains ont procédé lundi au nettoyage des plages de Vridi-canal, à Port-Bouët (Sud), une cité balnéaire, et livré un match de gala, avec des adolescents ivoiriens. "L'objectif de cette activité, à laquelle nous avons participé, c'est de donner un bon exemple aux enfants de la Côte d'Ivoire, parce que nous organisons la même activité chez nous aux Etats-Unis", a dit à la presse chief petty officer Stefan Overton, un responsable du navire de la garde-côte américaine Cutter Mohawk, en escale à Abidjan du 12 au 16 août 2022.

Il a laissé entendre qu'"après cette activité, c'est l'énergie que les enfants de la Côte d'Ivoire viennent de nous démontrer" qui leur restera. Aux côtés des gardes-côtes américains, de jeunes filles et garçons ont collecté les déchets plastiques en bordure de mer, des déchets en provenance de la lagune, et rejeté par les flots marins.

M. Mark Zimmer, conseiller de presse et des Affaires culturelles à l'ambassade des États-Unis à Abidjan, s'est dit "très heureux d'accueillir le navire de la garde-côte américaine Cutter Mohawk, et son équipage". Une activité menée grâce à l'ONG 350 Côte d'Ivoire.

Le président-fondateur de l'ONG 350 Côte

d'Ivoire, M. Cheick Traoré, a indiqué que cet exercice vise "à montrer le bon exemple aux générations futures; et cela commence avec les enfants". L'équipage s'est joint à l'ONG pour faire le nettoyage des plages, qui a consisté à faire le tri sélectif des déchets marins.

Ces déchets, expliquera-t-il, "proviennent de la lagune avec les différents changements des courants marins. Et nous qui avons grandi ici, on essaie de contribuer au bien-être de notre environnement et surtout orienter les plus jeunes vers l'éducation des enfants dans la lutte contre la pollution plastique".

Dans le canal de Vridi, l'on a une embouchure, la croisée de la mer et de la lagune. Pour M. Cheick Traoré, les populations doivent être sensibilisées à la gravité de la pollution plastique et les possibilités, en termes de recyclage de cette matière qui envahit les plages. Le navire des garde-côtes américains, USCGC Mohawk (WMEC 913), est arrivé le 12 août 2022 à Abidjan pour une escale. Cette visite témoigne du renforcement des relations de coopération en matière de sécurité entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire.

Pendant son séjour à Abidjan, l'équipage de Mohawk échangera avec les forces navales de Côte d'Ivoire, notamment sur les traitements

médicaux, les combats rapprochés et les soins aux blessés, le renseignement sur la contrebande et sa gestion, les démonstrations de visite, de conseil, de fouille et de saisie (VBSS). Le Mohawk est le premier navire américain à se rendre en Côte d'Ivoire en trois ans. En juillet 2019, l'USNS Carson City (T-EPF 7) a effectué une escale au port où les forces navales partenaires ont embarqué à Carson City pour effectuer des exercices de logistique et d'entretien de petits bateaux, de visite, d'embarquement, de recherche et de saisie (VBSS) et des scénarios d'intervention médicale.

Au cours de la dernière décennie, les États-Unis ont intensifié leur coopération en matière de sécurité maritime avec des partenaires sur la côte atlantique de l'Afrique afin d'améliorer la connaissance du domaine maritime et la protection de leurs eaux souveraines.

Les États-Unis partagent un intérêt commun avec les pays partenaires africains pour assurer la sécurité, la sûreté et la liberté de navigation sur les eaux entourant le continent, car ces eaux sont essentielles à la prospérité de l'Afrique et à l'accès aux marchés mondiaux.

Source : abidjan.net

# Justice guinéenne : Le magistrat Mohamed Diawara suspendu par le ministre Charles Wright



**A**près sa réaction ce matin à la déclaration de l'Association des Magistrats de Guinée la semaine dernière, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme passe à la vitesse supérieure.

A travers un arrêté pris ce mardi 16 août 2022, Alphonse Charles Wright a suspendu de ses fonctions le Magistrat Mohamed Diawara, Procureur de la République près le Tribunal pour

Enfants.

Un acte que le ministre de la Justice justifie par un « manquement grave aux devoirs de son état, à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité de sa profession et à l'acte contraire à son serment de magistrat avec effet immédiat de la saisine directe du Conseil Supérieur de la Magistrature ».

Le chargé de communication de l'Association des magistrats répond au ministre Charles

Wright

« Dire que la déclaration (de l'Association des magistrats) émane du président seul c'est ignorer le fonctionnement des ONG et Associations... »

Prenant la défense du président de l'Association des magistrats de Guinée, le magistrat Théophile Kouadio soutient que la déclaration de l'AMG désapprouvant la communication « intempestive » du Garde des sceaux sur les réseaux sociaux a été élaborée par son Conseil d'administration. « Six des sept membres du Conseil étaient réunis et avec la septième personne, nous avons fait du télé-travail », a expliqué Théophile Kouadio, chargé de communication de l'AMG.

Pour Théophile Kouadio, dire que la déclaration (de l'Association des magistrats) émane du président seul c'est ignorer le fonctionnement des ONG et Associations... »

Il rappelle que quand Charles Wright était procureur général près la Cour d'appel de Conakry et que des militaires ont fait une descente manu militari à son bureau, c'est l'Association qui avait désapprouvé cet acte à travers une déclaration signée de son même président, Mohamed Diawara. » Pourquoi on n'avait pas dit que la déclaration ne comporte pas la signature des autres membres du Conseil ? »

Source : GuinéeNews



## Grâce présidentielle : Les Chefs de transition militaire en ont-ils le pouvoir ?



La quête ambiante de la réconciliation nationale place la notion de grâce présidentielle au-devant de l'actualité dans plusieurs pays africains. Récemment encore le Chef d'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, accordait sa grâce à son prédécesseur Laurent Gbagbo condamné dans l'affaire dite du braquage de la BCEAO. Cette grâce, selon le président ivoirien, obéit au « souci de renforcer davantage la cohésion sociale ».

De même, au Burkina Faso, des voix s'élèvent pour solliciter - sinon réclamer - la grâce présidentielle du Chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba en faveur de Blaise Compaoré et d'autres acteurs civils ou militaires, tous condamnés dans l'affaire Thomas Sankara. L'objectif, comme dans le cas ivoirien, serait de favoriser la réconciliation nationale ; mais surtout de la conformer au Droit. Car, disent-ils, soustraire les condamnés aux sanctions judiciaires - sans passer par la grâce - reviendrait à bafouer la justice et l'Etat de droit.

Cependant, d'autres voix - discordantes - contestent l'aptitude même de Paul-Henri Sandaogo Damiba à pouvoir valablement accorder la grâce présidentielle. A l'appui de leur thèse, ils font valoir le caractère non-démocratique de son accession au pouvoir. Pour cette tendance, les Chefs d'Etats - issus des

coups d'Etats - ne seraient pas juridiquement fondés à accorder la grâce présidentielle.

Qu'en est-il réellement ? Mais avant, qu'est-ce que la grâce présidentielle ? Selon André Varinard, la grâce est une « mesure par laquelle le Chef de l'Etat, en toute liberté, dispense un délinquant de subir tout ou partie de la peine à laquelle il a été définitivement condamné, ou qui substitue une sanction plus douce à celle qui était normalement exécutoire ». Autrement dit, la grâce émane nécessairement du Chef de l'Etat et suppose que le bénéficiaire ait fait l'objet d'une condamnation définitive. En soi, la grâce vient atténuer ou dispenser d'une sanction judiciaire déjà prononcée. Ce qui suppose son existence. Cela dit, les Chefs de transition militaire peuvent-ils valablement accorder la grâce ?

Jusque-là, la question ne se posait pas. Car, historiquement, les Chefs de transition militaire ont eu à accorder des grâces présidentielles. Au sortir de la seconde guerre mondiale en 1945, le Chef du gouvernement provisoire français, Charles de Gaulle, accorda sa grâce au maréchal Philippe Pétain et bien d'autres condamnés. Pourtant - on le sait - De Gaulle ne tenait son pouvoir de 1945 d'aucune élection démocratique. Dans l'histoire politique burkinabé même, on peut recenser des grâces présidentielles émanant des Chefs d'Etats mi-

litaires. Un seul exemple, parmi mille : la grâce accordée par le Général Lamizana à Hermann Yaméogo (fils de l'ancien président Maurice Yaméogo).

Ensuite, sur le plan logique - il serait tout à fait curieux de reconnaître la validité des actes juridiques (décrets, ordonnances etc.) signés par les Chefs de transition militaire à l'exception des décrets de grâce. Enfin, sur le plan juridique même, il convient de préciser que la grâce relève des pouvoirs propres du « Chef de l'Etat », entendu comme celui qui - élu ou non - assume factuellement les plus hautes fonctions dans l'Etat ; et qui peut l'engager internationalement.

D'où, il faut conclure qu'historiquement, logiquement et juridiquement, les Chefs de transition militaire accordent valablement la grâce présidentielle ! Toutefois, tout ce qui est légal n'est pas forcément honnête, préviennent les juristes. Il sied donc, que les Chefs de transition militaire accordent la grâce présidentielle dans des conditions respectueuses du consensus national. Car, la réconciliation ne s'impose pas. Certainement pas, à coup de grâces impopulaires !

■ Malik WOGO

## Sport pour la paix : Le football unit les jeunes d'Aguelhok et de Tessalit

Les jeunes d'Aguelhok et de Tessalit ont organisé, le 6 août 2022, un match de football amical dans la ville d'Aguelhok pour davantage promouvoir le dialogue, la réconciliation et les échanges de longue date entre les communautés des deux localités. Le match entre les équipes de Tessalit et d'Aguelhok s'est soldé par une victoire de 1-0 pour Tessalit.



Pour les joueurs des deux équipes, le match a aidé les jeunes à engager le dialogue sur leurs préoccupations actuelles comme l'emploi et la sécurité. Devant le succès remporté par cette première rencontre sportive, un tournoi de football est prévu en septembre 2022. Les équipes de Kidal et de Ménaka y participeront aussi aux côtés de celles d'Aguelhok et de Tessalit.

Preuve de leur engagement, afin d'organiser cette rencontre sportive, les jeunes des villages de Tessalit et d'Aguelhok ont levé des fonds grâce à une campagne au niveau communautaire. Forts de ce premier pactole, ils ont aussi obtenu le soutien financier de la MINUSMA par l'intermédiaire des éléments du contingent du Tchad basés à Aguelhok. Pour l'équipe de Tessalit, « l'organisation de ce match prouve que les efforts de la jeunesse ont leur importance pour promouvoir la paix et renforcer la cohésion sociale. Les rencontres sportives et culturelles sont de meilleurs canaux de rapprochement des communautés, surtout pour nous les jeunes ».

Un membre de la société civile d'Aguelhok se réjouit également de cette réunion des cœurs

grâce au football. « Cet évènement est une leur d'espoir. 30 jeunes de Tessalit ont fait plus de 90 km pour rencontrer leurs frères d'Aguelhok dans un match, devenu l'occasion pour toute la population meurtrie par les conflits, de supporter les retrouvailles de leurs enfants avec leurs frères. Cela confirme que l'espoir n'a pas besoin de grands moyens pour illuminer les cœurs, » a-t-il indiqué avec satisfaction. Même satisfecit chez un autre jeune d'Aguelhok qui estime que « cette activité apporte une plus-value aux efforts de paix, de

cohésion sociale et de vivre ensemble dans la commune d'Aguelhok et dans le cercle de Tessalit en général ».

La tenue de ce match à Aguelhok a été rendue possible grâce à l'amélioration sensible de la situation sécuritaire, à travers des patrouilles quotidiennes, l'installation de postes de sécurité avancés et des opérations de fouille et bouclage afin de prévenir l'entrée d'armes prohibées dans la ville. Elle reflète aussi l'aboutissement des efforts de rapprochement et de renforcement de la confiance entre la MINUSMA et les communautés. « C'était important pour nous de soutenir cette initiative. Nous avons tout mis en œuvre pour garantir la sécurité de tous, en conformité avec le mandat qui est le nôtre au quotidien, en ce qui concerne la protection des civils, » a déclaré le chef du détachement tchadien à Aguelhok, le Commandant Yacoub Hadre Djougounda. « Aujourd'hui, la sérénité est visible à Aguelhok, la population est revenue en ville et la cohabitation entre les Casques bleus et les communautés est effective. Notre appui à la population vient donc du fond du cœur, » a-t-il renchérit.

Cette initiative rejoint les objectifs de la résolution 2250 qui place la jeunesse au centre des processus et des politiques de développement durable, de paix et de sécurité. En effet, grâce aux sports, à l'art, le plaidoyer, le dialogue et l'autonomisation, cette résolution historique incite les jeunes à mobiliser leurs pairs et d'autres membres de la communauté pour trouver des moyens pacifiques de résolution des conflits locaux.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



## Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions draconiennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23